

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, dès qu'une décision aura été prise à ce sujet, comme on l'a dit à la Chambre l'an dernier, elle en sera informée.

LES TRANSPORTS

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—ACHAT DE MOTEURS DE FABRICATION CANADIENNE POUR TRANSBORDEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre du Commerce. Pour la gouverne de la Chambre, je me permets de dire que ma question est fondée sur une nouvelle plutôt mystérieuse publiée dans la *Gazette* du 15 janvier sous le titre: «Ottawa conseille à la Colombie-Britannique d'acheter des moteurs de fabrication canadienne pour ses transbordeurs».

Des voix: Règlement!

M. Herridge: Je veux tout simplement rendre service. Vu que, selon cet article, la société qui a présenté la soumission la plus basse à l'égard de ces moteurs de transbordeurs est la *Ruston and Hornsby, Limited*, d'Angleterre, et vu que ce geste a amené le délégué commercial du Royaume-Uni à protester et à dire que c'était injuste à l'égard des compagnies britanniques, et que la société canadienne allait importer, de la société-mère américaine, bien des pièces pour ces moteurs, le ministre est-il en mesure de communiquer à la Chambre toutes les circonstances qui entourent cette nouvelle?

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier l'honorable député de Kootenay-Ouest de m'avoir averti de son intention de poser cette question.

Il s'agit de la construction envisagée d'un transbordeur pour le compte du gouvernement de la Colombie-Britannique et d'une demande en vue d'obtenir une subvention, conformément au programme mis en vigueur récemment par le gouvernement afin d'aider à la construction de navires et qui fournit tant d'emplois aux Canadiens dans les chantiers maritimes à travers tout le Canada.

J'ignore si l'on utilisera des moteurs de fabrication canadienne ou étrangère dans ce navire, mais je me permets de dire, en réponse à la question de l'honorable député, que le programme gouvernemental de subventions à la construction de navires vise à aider les chantiers maritimes canadiens et les ouvriers canadiens, objectif qui, j'en suis sûr, rallie l'opinion de tous les députés.

[L'hon. M. Hellyer.]

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE—DÉPÔT ÉVENTUEL DU RAPPORT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre quand le rapport de la commission royale sur les transports, souvent promis et longtemps différé, sera déposé à la Chambre?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de dire que le rapport nous est parvenu il y a quelques jours. Si le député n'en a pas été informé c'est que la Chambre n'était pas en session. Par respect pour la Chambre, nous avons décidé d'attendre qu'elle se réunisse afin que le député n'ait pas à se plaindre que le gouvernement agissait d'une façon préjudiciable au Parlement.

L'hon. M. Chevrier: Une autre question, monsieur l'Orateur. Le premier ministre a-t-il oublié qu'à plusieurs reprises il a déclaré à la Chambre que le rapport serait déposé?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, il sera déposé. Si le député veut qu'il le soit au début de la semaine prochaine, il le sera. Je ferai de mon mieux pour le faire déposer le plus tôt possible.

(Plus tard)

M. Hazen Argue (Assiniboia): Le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement s'attend de recevoir prochainement les deuxième et troisième rapports de la commission royale sur les transports?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, l'honorable député doit certes se souvenir que l'honorable député de Laurier a demandé, il y a à peine une demi-heure, si le second rapport serait reçu prochainement. Il a été reçu, en effet, et sera déposé au début de la semaine prochaine.

L'AGRICULTURE

LE BEURRE—ÉCOULEMENT DES EXCÉDENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John R. Matheson (Leeds): Monsieur l'Orateur, étant donné l'absence du ministre de l'Agriculture, je voudrais poser une question au premier ministre.

Voudrait-il nous dire si les porte-parole du secteur agricole ont demandé, pour le beurre destiné à la consommation, une subvention de 14c. la livre qui permettrait l'écoulement des gros stocks de cette denrée?

Dans le cas de l'affirmative, le premier ministre nous dirait-il si le gouvernement a l'intention de prendre des mesures pour résoudre